

Les forestiers se mobilisent contre l'industrialisation de la forêt

18 mai 2018 / Gaspard d'Allens (Reporterre)



Jeudi, près d'un millier de personnes ont défilé dans plusieurs villes de France pour dénoncer la « privatisation rampante » de l'Office national des forêts et la disparition des missions de service public.

- Toulouse (Haute-Garonne), reportage

Ce jeudi 17 mai, les forestiers sont sortis du bois à l'appel de l'intersyndicale représentant près de 90 % des professionnels de l'ONF — l'Office national des forêts. Ils ont manifesté dans cinq villes en France pour dénoncer « la privatisation rampante » de l'établissement et l'industrialisation qui menace les forêts publiques. Les différents cortèges ont rassemblé, à l'échelle nationale, près d'un millier de personnes. 300 à Nancy et à Mâcon, 120 au Mans, 170 à Avignon et près d'une centaine à Toulouse.

Dans la Ville rose, la marche a débuté au niveau de la gare SNCF. Un symbole vu le troublant parallèle entre le sort des hommes du rail et ceux de la forêt. « *Notre situation est moins visible que celle des cheminots mais ce sont les mêmes logiques à l'œuvre, témoigne Philippe Canal, secrétaire national du Snupfen (Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel) Solidaires, en début de cortège. La direction utilise le prétexte d'un déficit creusé par une série de décisions gouvernementales pour remettre en cause le statut d'établissement public de l'ONF et tenter de faire passer en force une convention collective qui revoit à la baisse les rémunérations de nombreux salariés.* »



Alors que sous un ciel couvert, les cornes de brume sonnent le départ, Michel Bénard, forestier retraité à la CGT, se réjouit du rassemblement : « *Nous prenons aujourd'hui notre part au mouvement social. Tous les syndicats défilent ensemble. Nous n'avons pas l'habitude de battre le pavé mais trop de lignes rouges ont été franchies ces dernières années. Des dérives graves. Nous ne sommes pas que des coupeurs de bois, nos forêts ne peuvent pas être des usines, s'exclame-t-il. Or la direction nous pousse à prélever de plus en plus de bois. Elle remet en cause la régénération de la forêt.* »

« Je travaille davantage pour les arbres que pour un patron ou une entreprise »

En 2018, les moyens alloués au renouvellement en forêt domaniale ont été réduits de 20 à 30 % en moyenne dans les différentes régions. Pour l'ancien forestier, « *c'est une fuite en avant au profit du tout commercial avec l'abandon de la gestion durable et multifonctionnelle des forêts* ».

Un document signé par l'intersyndicale rappelle que « *l'ONF fournit 40 % du bois français, alors que la forêt publique représente un quart de la forêt française* ». L'office subordonne son activité aux appétits de la grosse industrie forestière et même de **la spéculation sur la biomasse**.



Cette pression accrue est vécue violemment par les forestiers. « Si j'ai choisi ce métier, ce n'est pas pour faire du chiffre, assume Florent Denoyer, jeune garde forestier depuis 3 ans et demi. Je travaille pour l'avenir et il ne peut être vu uniquement sous l'angle économique. La forêt est d'abord un réservoir de biodiversité, un moyen de lutter contre le réchauffement climatique, une zone de protection des eaux et des sols, un lieu d'éducation à l'environnement », énumère-t-il. Entre deux slogans criés dans la rue — « Une forêt pour tous, tous pour la forêt ! » —, il distribue des plants de cèdre et de buis pour alerter les passants : « Je considère que je travaille davantage pour les arbres que pour un patron ou une entreprise. »

« La population doit comprendre que l'on touche à son bien commun »

David et Grégory, eux, viennent directement du Limousin, David se dit « dépité face à la vitesse des réformes. C'est une marche forcée. On subit la même méthodologie que dans d'autres établissements publics. On nous cloisonne dans nos missions. Ce qui est rentable est séparé du reste, notamment la commercialisation et la vente de bois. On devient des techniciens, des agents spécialisés avec de plus en plus de surface à gérer. Depuis 2002, de nombreux postes ont été supprimés et nous sommes passés de 1.000 hectares de gestion par garde forestier à 1.800. En parallèle, la direction évacue peu à peu les missions de service public ».

Grégory soupire : « Bientôt il ne faudra pas s'étonner de voir des péages à l'entrée des forêts. Veolia et Vinci forêt, c'est eux nos futurs patrons ! »



« On essaye d'être combatif, souligne David, mais c'est complexe de rassembler autour de nous, de mobiliser les citoyens. La prise de conscience sur l'avenir de nos forêts se fait progressivement. »

Dans la foule, on retrouve surtout des professionnels avec leurs uniformes verts et les sigles de l'ONF, mais aussi quelques soutiens. Un drapeau du PCF flotte dans le vent et des sympathisants du RAF — le Réseau des alternatives forestières — défilent également. « La population doit comprendre que l'on touche à son bien commun. »

La mobilisation dure maintenant depuis plusieurs mois. En décembre 2017, les forestiers de l'ONF avaient déjà organisé une manifestation nationale à Paris et rassemblé là aussi un millier de personnes. Depuis, ils ont lancé plusieurs actions comme les « *forêts publiques fermées* » : des fermetures symboliques de l'entrée des forêts avec autocollants et rubalise pour avertir les promeneurs.

« *Nous subissons un gros coup d'accélération ces dernières années depuis le changement de direction et l'arrivée en 2015 de Christian Dubreuil, un ancien énarque à la tête de l'Office national, assure Philippe Canal, du Snupfen. En 2018, aucun fonctionnaire ne sera recruté, juste des salariés privés. Nous vivons une "défonctionnarisation" des postes de gestion et une précarisation des emplois. Sans compter le fait que plusieurs départs à la retraite ne sont pas remplacés. C'est une réorganisation sournoise.* » En 30 ans, le personnel de l'ONF est passé de 15.000 employés à 9.000.

« Près de 15 % du personnel est aujourd'hui en grève. Et on ne compte pas s'arrêter là ! »

Un immense malaise plane au sein de la profession. Fabrice Carré travaille à proximité de la dune du Pilat (Gironde), son poste s'est libéré à la suite d'un suicide. « *En 2011-2012, nous avons connu un été meurtrier avec plusieurs drames, raconte-t-il. Au total, on compte pas moins de 50 suicides à l'ONF depuis 2002. La direction est dans le déni.* »

Corinne Larenaudie, syndiquée à l'Unsa, est administratrice à Bordeaux. Elle a fait la route pour venir manifester à Toulouse. « *Il y a un manque criant de concertation au sein de l'ONF. Les syndicats ont démissionné des instances représentatives du personnel en septembre 2017 face au climat social délétère qui règne dans l'établissement. La direction est autocratique. Deux organisations syndicales sont en procès pour avoir dénoncé le management de la terreur mené par Christian Dubreuil, plusieurs personnes ont été limogées, dont la directrice générale adjointe.* »



Face aux mutations de l'ONF, Corinne Larenaudie se sent « *muselée* ». Mais la mobilisation redonne espoir.

« Près de 15 % du personnel est aujourd'hui en grève. Et on ne compte pas s'arrêter là ! »

Les syndicalistes regroupés à la fin de la manifestation en assemblée générale, au Jardin des plantes, réfléchissent aux actions futures. Elles pourront avoir lieu dans la rue mais aussi sur les postes de travail, en bloquant la vente du bois ou en faisant la grève du martelage — le marquage des arbres à exploiter. A l'ONF, le conflit s'enracine.

Lire aussi : [L'ONF encourage la biomasse industrielle au détriment des forêts et du climat](#)

Source : Gaspard d'Allens pour *Reporterre*

Photos : © Gaspard d'Allens/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-forestiers-se-mobilisent-contre-l-industrialisation-de-la-foret>